

Jean-Pierre Chevènement signe, avec *La faute de M. Monnet*, un ouvrage court et précis sur la crise européenne. Même si je trouve la tonalité d'ensemble un peu irénique, voulant convaincre à toute force de son attachement à la cause européenne, il a l'avantage de faire le point sur une situation d'enlèvement et d'assortir ce constat de quelques propositions.

Au chapitre des rappels par exemple, un chiffre précis : de 1992 à 2006, les droits de douane à l'entrée de l'UE sont passés de 14% à 1,5% en moyenne. Avec une politique monétaire en pilotage automatique, ce sont là deux instruments en moins dans la panoplie des gouvernants.

*

La conception de l'Europe selon Jean Monnet est responsable assez largement de cette impuissance. Une biographie résumée (quarante pages bien faites) permet de revenir sur le personnage qui écrit en 1943, du général de Gaulle, qu' « *Il est un ennemi du peuple français et de ses libertés... il est un ennemi de la reconstruction européenne dans l'ordre et la paix... en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français, des Alliés et de la Paix.* ». Des pays européens, Monnet écrit qu'ils sont « *trop étroits pour assurer à leur peuple la prospérité...* ». L'idée n'est donc pas neuve.

En face de ce raisonnement platement matérialiste, où l'économie doit plier devant tout, un camp démocrate et républicain, dont, en 1957, le meilleur élément est Pierre Mendès-France.

Il écrit, à propos du traité de Rome : « *Il y a deux façons pour une démocratie d'abdiquer : remettre ses pouvoirs à un homme, ou à une commission qui les exercera au nom de la technique* ». Presque cinquante années après, nous n'avons rien appris de plus (disons que nos élites n'ont rien appris, puisque le peuple a rejeté le TCE).

*

Il reste à se demander pourquoi la gauche a-t-elle marché dans cette machination technocratique ? Chevènement évoque l'idée que l'Europe a servi à Mitterrand de solution de repli après le tournant de la rigueur, en 1983. Voilà un comportement bien courant aujourd'hui : s'oublier dans les bras d'Europe, nouvelle utopie conformiste.



Certificat de la société américaine d'assurances [Transamerica](#), signé de son président, Jean Monnet.

Après la bio de Monnet, qui a passé sa vie à vouloir mater les nations européennes, Chevènement revient sur l'histoire européenne récente, celle de Jacques Delors, l'homme qui a assuré le triomphe

de la technocratie économique bruxelloise sur les politiques économiques nationales – et voilà Pascal Lamy, son ex bras droit, aux côtés de Ségolène. En en faisant son Premier ministre, elle se libérerait d'ailleurs de tous les éléphants qui se sont ralliés à son panache blanc, dans une démarche intéressée. Fermeture de la parenthèse...

*

Pour démontrer l'impuissance dans laquelle l'Europe nous a jetés, l'ex ministre de l'Intérieur rappelle que nous ne maîtrisons plus les paramètres d'une politique économique moderne – ce n'est pas vraiment neuf. Il ajoute qu'avec les rachats de Péchiney et d'Arcelor par des groupes respectivement canadien et indien (pardon, européen), la France n'a plus de contrôle de la production de métaux. Ce point est plus original. Comme l'idée que sans l'Europe, la mondialisation dans sa forme très libérale n'aurait sans doute pas eu un tel succès aussi vite – contrairement aux bonnes âmes qui martèlent que la mondialisation est un fait de nature au même titre que les lois de Newton.

*

Face à cette impuissance constatée, Chevènement revient enfin près de trois siècles en arrière, pour expliquer que la nation n'est pas qu'une conception abstraite : si elle l'était, le patriotisme constitutionnel à la Habermas serait viable pour l'Europe. Il suffirait de baptiser l'Europe « république européenne », la Commission « gouvernement européen » et le Parlement « corps législatif ». Sauf qu'en 1789, la question des limites de la République nouvelle s'est déjà posée, et que ce sont les nations qui sont apparues comme un point médian solide, entre l'idéal d'une communauté régie par la délibération désintéressée, et la réalité pratique des échanges et des affinités spontanées – dont le vecteur le plus fort est bien évidemment la langue.

Chevènement n'oublie pas que l'on a reproché aux nations une tendance à l'exaltation de l'identité menant à la violence (un parcours de Rousseau à Habermas via Herder montre que l'auteur a potassé). Il réplique que bien souvent ce ne sont pas les nations mais les empires, qui ont été meurtriers, ceux qui se sont laissés porter par l'idée que l'on pouvait faire le bonheur des peuples malgré eux (Hitler, cité par Hermann Rauschnig : « *l'Allemagne ne sera vraiment l'Allemagne que quand elle s'appellera l'Europe* »...)

*

Une telle prétention à déclarer insuffisante la démocratie, et donc à vouloir construire autre chose malgré la volonté populaire, sied à ceux qui croient que l'on peut construire une nation comme l'on fait pousser des légumes hydroponiques, sans aucun lien avec l'histoire et le territoire. De là le plan défendu par DSK en 2004 dans un rapport à Romano Prodi, qui consistait à créer de toutes pièces les attributs d'une nation européenne : préfetures européennes, partis européens investissant les candidats « locaux » (traduire par nationaux), *media* européens...

Moins ambitieuse, mais tout aussi farfelue au fond, l'idée d'un patriotisme constitutionnel européen. Comment fonder une communauté politique sur l'amour des droits de l'homme et des principes constitutionnels modernes, presque universels ? Pourquoi réduire à l'Europe un patriotisme constitutionnel qui, dans une forme aussi abstraite peut aussi bien s'appliquer au Japon qu'à la France ?

Chevènement souligne que dotés d'un point commun aussi idéal, les peuples ont vite fait de se réfugier dans un communautarisme archaïque dont l'idée première était au contraire de s'éloigner.

*

Sur la partie propositions, j'ai trouvé l'auteur un peu en dessous de son brio initial. Je le soupçonne de vouloir se ménager un avenir gouvernemental, ce qui impose de ne pas taper trop fort sur Bruxelles. Tout de même, Chevènement pose un principe, « *L'idée d'une « fusion de souverainetés » (Jean Monnet) et même d'une simple délégation n'a pas grand sens : le peuple est souverain où il n'est pas. Privé de sa souveraineté, il cesse d'exister comme peuple au sens*

républicain du terme. »

Chevènement préfère des délégations de compétences strictement définies, démocratiquement contrôlées et révocables (lisant cet après-midi que la Commission européenne s'apprêtait à réglementer les jeux vidéo en imposant des avertissements proportionnés à leur violence, cette proposition de Chevènement devient très vite concrète... Quid de la supposée subsidiarité ?) De telles délégations permettraient de multiplier les coopérations renforcées : comment ne pas vouloir coopérer avec les pays voisins si l'on sait que l'on ne risque pas, en effet, une fois une compétence déléguée, de se faire avaler un pan entier de notre souveraineté ?

*

Dans un dernier chapitre, les voies d'une coopération européenne sont décrites. Pour simplifier, Chevènement en appelle à l'Allemagne pour qu'elle refuse le jeu de la mondialisation et du moins-disant salarial permanent, et recoure enfin à une reflation européenne, une relance bénéfique à l'ensemble de la zone. Il souhaite que le Conseil européen, celui des chefs d'Etat, reprenne la main sur la Commission. Il plaide enfin pour une Europe équilibrant réellement l'influence américaine, en renouant avec la Russie, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Un peu rapide dans cette dernière partie, il manque au livre une synthèse finale. Néanmoins, les impasses de l'Europe actuelle, a-nationale selon la volonté de Monnet, sont bien décrites. Pour en sortir, il faudra que les nations européennes assument leurs passés respectifs (l'Europe a servi à la France à oublier la collaboration, à l'Allemagne le nazisme, à l'Espagne le franquisme...) La forme nationale est en effet une condition d'exercice de la démocratie, et prétendre le contraire expose à de cruelles désillusions. Sur ces deux derniers points, Chevènement cite à plusieurs reprises [Pierre Manent](#).

*

Le bouquin se lit vite, est clairement écrit, un peu bref sur la fin, mais plane très haut au dessus du social nationalisme de [Reynié](#). Chevènement se positionne avec ces pages comme l'un des plus brillants intellectuels de nos hommes/femmes politiques.

Habermas est le théoricien du *Patriotisme constitutionnel*, patriotisme déconnecté de l'État-Nation. A l'occasion de la [querelle des historiens](#) allemands, il développe l'idée que les Allemands ne doivent pas se sentir attachés à leur pays, coupable d'atrocités durant la Seconde Guerre Mondiale, mais aux institutions démocratiques qui garantissent le respect des citoyens. Par la suite, dans sa réflexion sur le dépassement de l'État-nation et sur la construction européenne, il réactive cette idée. Sa thèse : l'apparition de minorités culturelles de plus en plus importantes dans les pays européens implique qu'on repense la citoyenneté. L'Etat de droit doit pouvoir garantir aux minorités le respect le plus complet de leur identité, de leur langue et de leur religion... et ceux-ci, en retour, doivent s'attacher à la défense et au respect de ces mêmes institutions.

Extrait de l'article [Habermas](#), sur Wikipedia